

Les trois dimensions du néo-impérialisme

Michel Husson, *Actuel Marx* n°18, 1995

Pour les classiques - Lénine, Luxemburg ou Boukharine - l'objet de la théorie de l'impérialisme n'était pas seulement ce que l'on appelle aujourd'hui les rapports Nord-Sud : il s'agissait plus largement d'une théorie globale du fonctionnement de l'économie mondiale à un stade donné de développement du capitalisme. Ce bref article voudrait - modestement - renouer avec cette méthode en cherchant à dégager les principaux traits qui constituent l'impérialisme contemporain et à insister sur deux propositions essentielles.

La première consiste à rappeler la nécessité, pour qui veut analyser l'organisation de l'économie mondiale capitaliste, de partir des transformations relativement endogènes qui ont marqué le mode de reproduction du capital dans les pays industrialisés à partir de la fin de l'onde longue expansive d'après-guerre. La seconde thèse avancée ici souligne que les trois dimensions de l'organisation actuelle de l'économie mondiale - mode de reproduction, mondialisation et fractionnement - sont indissociables et constituent un tout organique que l'on est en droit de baptiser néo-impérialisme.

REPRODUCTION DU CAPITAL

On prendra ici pour point de départ deux des caractéristiques les plus apparentes de l'économie mondiale contemporaine, à savoir la constitution d'un marché mondial du capital-argent et le maintien des taux d'intérêts réels à un niveau élevé sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Le propos est ici de montrer que ce processus de financiarisation ne peut se comprendre que par référence à la mise en place d'un nouveau schéma de reproduction du capital.

La financiarisation

Les discours sur l'économie-casino fournissent des descriptions utiles et des critiques opérationnelles, mais qui ne vont pas suffisamment à la racine des choses. La limite principale de bien des approches, même celles qui se veulent critiques, est de ne pas rompre avec un certain fétichisme de la finance. Certes, une masse croissante de revenus fructifie indépendamment de toute mise en oeuvre d'un facteur de production direct, que ce soit le capital productif, le travail ou la terre. Nous reprenons délibérément la fameuse formule trinitaire, pour bien montrer que la croissance des revenus financiers peut apparaître comme parasitaire, y compris au regard de l'orthodoxie néo-libérale. Qu'il y ait une forme de capital financier - on dit aussi souvent spéculatif - qui rapporterait des revenus considérables, en opposition à l'activité productive légitime, telle est bien la représentation dominante qui a inspiré toute une série d'images : on distingue ainsi la sphère productive et la sphère financière, on s'inquiète du gonflement non maîtrisé de la bulle financière, on dénonce l'argent-roi ou l'argent fou, on propose même des critères plus sains pour la gestion du capital.

Ce discours peut aller plus loin, jusqu'à suggérer une théorie de la crise où le gonflement de la sphère financière et la montée des taux d'intérêt seraient, sinon sa cause ultime, en tout cas l'obstacle principal à une véritable sortie de crise. Une nouvelle "euthanasie des rentiers" permettrait de faire cesser cette ponction parasite du financier sur le réel, et de renouer avec une logique de croissance soutenue.

Un tel point de vue demeure à la surface des choses et, lorsqu'il s'agit d'analyses se réclamant du marxisme, constitue de surcroît un oubli pur et simple de toute théorie de la valeur. L'intérêt n'est qu'une des formes de la plus-value, et les titres financiers représentent, sous des formes juridiques très diverses, un droit de tirage sur le surplus social. L'idée sous-jacente selon laquelle il existerait pour les flux de capitaux des usages alternatifs (soit l'investissement productif, soit la spéculation financière) ne peut tenir très longtemps, si

seulement on raisonne en termes de circuit. Il faudrait en effet imaginer une fuite dans le cycle du capital qui détournerait de l'investissement productif des sommes croissantes d'argent qui, à défaut de s'investir, représenteraient néanmoins un moyen de détourner des sommes toujours croissantes de leurs usages légitimes. Quand on pousse jusqu'au bout cette représentation fantasmagorique, on arrive à parler de grandeurs virtuelles comme si elles avaient un contenu en valeur égal à leur image faciale. Il est souvent dit, par exemple, que ce sont plus de 1000 milliards de dollars qui s'échangent chaque jour sur le marché des changes, et on alimente ainsi une représentation selon laquelle les courants d'argent forment une espèce de réseau parcourant la sphère financière et renonçant à redescendre dans la sphère productive.

La réalité doit donc être analysée à partir de la répartition du produit en trois grandes catégories de revenus : les salaires, les rentes financières et le profit d'entreprise. Le partage primaire entre salaire et plus-value obéit aujourd'hui à une loi tendancielle assez simple, selon laquelle le salaire réel ne progresse pas, de telle sorte que l'essentiel des gains de productivité sont appropriés sous forme de plus-value relative. Les taux d'intérêt réel extrêmement élevés correspondent à des droits de tirage sur cette plus-value qui tendent à capter une partie croissante du revenu national et donc, à la marge, une proportion importante des gains de productivité. Le profit d'entreprise ne se rétablit donc pas dans les mêmes proportions que le blocage des salaires aurait permis de le faire, si la part des rentes financières ne venait pas s'interposer.

La mise en place d'un nouveau schéma de reproduction

Il s'agit en réalité de la mise en place d'un schéma de reproduction relativement cohérent dans son principe, et que l'on peut opposer à ce que Joan Robinson appelait l'"âge d'or". Ce dernier établit un certain équilibre, en ce sens qu'il conduit tendanciellement à une répartition fixe du revenu national : la part des salaires est constante à moyen terme, l'intégralité des gains de productivité bénéficiant aux salariés, sous forme de gains de pouvoir d'achat ou de réduction de la durée du travail. Avec des taux d'intérêt faibles, la part des rentes financières est relativement négligeable. Pour que ce schéma de reproduction fonctionne correctement, d'autres conditions doivent être remplies, qui portent sur les conditions d'accumulation et sur les normes de consommation. Le fait que la part des salaires reste constante ne suffit pas en effet à assurer le maintien du taux de profit : il faut encore que le mode d'obtention des gains de productivité n'alourdisse pas les dépenses de capital, de telle sorte que la composition du capital reste à peu près constante. Du côté des normes de consommation, il existe une autre condition qui peut s'exprimer ainsi : les biens dans la production desquels sont réalisés les gains de productivité doivent faire l'objet d'une demande sociale progressant à peu près au même rythme que leur production. Telles sont les conditions de la reproduction économique équilibrée. Nous laisserons de côté la question de savoir de quelle manière elles peuvent s'incarner dans la réalité historique, et notamment, de comprendre quelle est la part relative des dispositifs socio-institutionnels et des innovations technologiques dans la réalisation de telles conditions.

Mais il existe un autre schéma de reproduction dont la cohérence lui permet de s'installer dans une relative durée. C'est le schéma que nous avons décrit ci-dessus et dont la règle-pivot est la non distribution aux salariés des gains de la productivité. Enoncer cette règle conduit à souligner d'emblée la difficulté qu'elle soulève du point de vue de la réalisation. Si la productivité des salariés augmente, mais pas leurs salaires, qui achète le supplément de production ? Cette question n'admet évidemment qu'une seule réponse durable, et qui est la suivante : pour assurer la réalisation de la production, il faut qu'une partie de la plus-value soit redistribuée vers des couches sociales dont la consommation va fournir les débouchés nécessaires à l'accroissement de la production. La variable d'ajustement est alors le taux moyen de rente financière, dont le rôle est d'assurer l'adéquation entre la consommation issue de ce type de revenus et l'offre de marchandises.

D'un point de vue théorique, cette approche permet de relier le processus de financiarisation à une base matérielle et d'éviter de faire comme si l'économie était devenue en quelque sorte

virtuelle. Elle permet également de comprendre comment le capitalisme a pu mener une politique d'austérité salariale sans sombrer dans une crise chronique de débouchés.

Du coup, la compréhension de la montée des taux d'intérêt réel acquiert une autre signification et sa fonctionnalité apparaît différemment : il s'agit d'une clé de partage de la plus-value permettant de la redistribuer vers des détenteurs de revenus susceptibles de la consommer, puisque les occasions d'investissement productifs rentables ne croissent pas à la même vitesse que le dégagement de plus-value. Pour enfoncer le clou : il n'y a au bout du compte que deux affectations possibles de la plus-value, soit l'accumulation de capital, soit la consommation, bref une demande adressée effectivement à l'une ou l'autre des deux grandes sections de l'économie. Il n'existe pas de tiers usage stable, qui serait "la spéculation". Celle-ci entraîne une complexification du cycle du capital, mais ne change rien à son déroulement général. Ce qu'il faut donc penser, c'est un mode de fonctionnement peu harmonieux, mais malgré tout inscrit dans la durée.

L'ajustement que doit réaliser le taux d'intérêt admet une double dimension. La première est géographique : au départ, la montée des taux d'intérêt s'explique par la nécessité d'équilibrer le marché mondial des capitaux en assurant l'arrivée des excédents japonais ou allemands vers les Etats-Unis. Il s'agit donc d'un transfert depuis des zones à forte propension à épargner vers une zone de forte propension à consommer, qu'il s'agisse de consommation privée ou publique (le militaire). Le fait qu'il ait été nécessaire d'augmenter à tel point les taux d'intérêt pour garantir la continuité de ce transfert montre qu'il ne s'agit pas seulement d'un réglage économique : dans les taux d'intérêt élevés, il y a une sorte de prime de défiance à l'égard d'un impérialisme encore dominant, mais dont la suprématie s'est vue progressivement remettre en cause. Cette montée des taux d'intérêt a eu des effets terribles et relativement imprévus sur les pays endettés du Tiers Monde : après avoir contracté des emprunts d'une taille et d'un coût qui n'étaient pas déraisonnables, ils se sont vus brusquement frappés par la récession du début des années quatre-vingt et par la brusque nécessité de devoir payer jusqu'à 17 % ou 18 % des emprunts souscrits à 6 ou 7 %. On ne dira jamais assez que cet épisode relève de la piraterie internationale pure et simple, qui nous ramène, pour le coup, à des formes bien peu "modernes" de domination impérialiste.

La seconde dimension est sociale. Certes, on ne peut pas parler d'une classe de rentiers qui se serait constituée autour de la montée des revenus financiers, même si la concentration des patrimoines, sans commune mesure avec celle des revenus, fait que les rentiers constituent pour l'essentiel une fraction de la bourgeoisie au sens habituel du terme. Il existe cependant un certain effet de diffusion vers les couches les mieux rétribuées du salariat, et même plus largement dans le corps social, à travers la dette publique ou les fonds de pension. Mais pour l'essentiel, la montée des taux d'intérêt tord la répartition des revenus au bénéfice des détenteurs de titres financiers.

MONDIALISATION DU CAPITAL

Pour reprendre une formule de Marx "*La base du mode de production capitaliste est constituée par le marché mondial lui-même.*" Le seul constat d'une croissance du commerce international deux fois plus rapide que celle de la production ne peut donc suffire à caractériser une phase nouvelle du capitalisme, et encore moins à distinguer le processus de mondialisation d'un mouvement d'internationalisation.

Un degré nouveau de centralisation du capital

Qu'est-ce qui a changé ? En premier lieu, on assiste dans de nombreux secteurs, à la formation d'un marché mondial réellement unifié qui se substitue à une simple juxtaposition de marchés nationaux. Ce marché relativement unifié tend à constituer l'horizon stratégique naturel des grandes firmes, l'effondrement des sociétés bureaucratiques à l'Est ne faisant évidemment qu'amplifier le mouvement.

Cependant les déterminants de ce processus ne se trouvent pas principalement du côté des débouchés, et ne renvoient pas non plus à des considérations portant sur le coût de la force de travail. On commettrait une erreur fondamentale - et l'on manquerait la spécificité du capitalisme contemporain - en présentant le mouvement de mondialisation comme la recherche de débouchés permettant d'écouler une production excédentaire, ou comme la mise en place d'une division internationale du travail fondée sur la "délocalisation" des segments productifs à fort contenu en main d'oeuvre.

La caractéristique essentielle du processus de mondialisation actuel est au contraire la prédominance des mouvements d'investissement direct et leur concentration dans les pays du Nord. C'est l'une des thèses principales du travail de Chesnais, qui insiste à juste titre sur le fait qu'il s'agit d'une mondialisation du capital (c'est le titre de son livre) et non pas des échanges. L'interpénétration des capitaux de différentes nationalités conduit à la constitution de ce qu'il appelle des oligopoles mondiaux. Cette centralisation du capital est contradictoire et adopte des formes nouvelles. Les grands groupes sont des rivaux, et de ce point de vue la constitution d'oligopoles ne réduit en rien l'âpreté des effets de la concurrence, mais ils sont amenés à passer des accords de coopération, notamment dans le domaine des dépenses de recherche. Ils ont ensuite des intérêts communs, qui résultent de la nécessité de défendre cet espace contre l'arrivée de concurrents nouveaux.

La mondialisation est donc le produit des stratégies privées des grands groupes mais, plus généralement, ce processus est la forme que prend la restructuration du capital face à la crise. En ce sens, elle ne peut être séparée du tournant général vers le néo-libéralisme, ni des mutations technologiques et organisationnelles. Les transformations des méthodes de production rendent possible la mise en place d'une division internationale du travail souplement structurée en réseaux, au lieu de la stricte segmentation que l'on avait pu anticiper au début des années quatre-vingt. Le caractère de plus en plus immatériel de la production, le développement des moyens de communication, de transfert des connaissances et de gestion instantanée des flux financiers, du travail à distance, la standardisation des marchés, etc. constituent donc le soubassement technologique de ce processus.

L'orientation néo-libérale de la dernière décennie est également adéquate à la mondialisation : ouverture commerciale, privatisations, déréglementation financière, tout contribue évidemment à lever les éléments institutionnels de fractionnement des marchés et les obstacles à la circulation du capital-argent. Financiarisation et mondialisation se renforcent mutuellement.

La perte de substance de l'économie nationale

L'un des aspects essentiels de la mondialisation est qu'elle tend à dissoudre l'unité constitutive de l'Etat et du capital national. Il s'agit là d'une différence qualitative avec l'impérialisme du début du siècle, comme on peut s'en rendre compte par exemple à l'analyse de Boukharine qui, dans *L'impérialisme et l'économie mondiale* raisonnait sur un modèle postulant l'unité organique des Etats et des capitaux. Aujourd'hui, les marchandises elles mêmes portent la marque de cette extraterritorialité croissante puisqu'il devient souvent difficile de leur attribuer une nationalité déterminée. L'appareil productif s'autonomise de plus en plus vis-à-vis du territoire-marché national.

Cette déconnexion s'étend assez logiquement à cet attribut central de l'Etat qu'est la monnaie. Jusque là, la valeur de la monnaie pouvait se régler en agissant sur la balance commerciale par l'intermédiaire du contrôle de la demande intérieure. Aujourd'hui, dans la mesure où une proportion importante des échanges extérieurs d'un pays donné sont en réalité des échanges internes aux grandes firmes, l'effet résultant sur les soldes commerciaux et financiers dépend en fin de compte de considérations de stratégies privées. Un divorce croissant peut apparaître entre la santé des entreprises et la dynamique économique d'un pays donné. La volatilité des mouvements de capitaux et leur sensibilité à des considérations de très court terme contribuent à restreindre les marges de manoeuvre de la politique économique et à faire jouer un rôle croissant à l'ajustement par les salaires.

La politique économique tend à se réduire à la mise en place des conditions générales de l'"attractivité" de l'espace économique national. Mais cette déconnexion est loin d'être achevée : les plus grandes firmes mondiales continuent à s'appuyer sur une base arrière nationale, et l'une des difficultés de l'Europe réside précisément dans son incapacité à constituer de grands groupes européens.

En sens inverse, cet écart croissant entre la carte des Etats-nations et celle des flux de capitaux ne s'accompagne pas de l'émergence d'un Etat mondial dont la sphère de compétence croîtrait harmonieusement à mesure que s'étendrait la mondialisation. Les points d'application de ce constat sont nombreux : ainsi, il n'existe à l'heure actuelle aucun Etat ou institution qui soit en mesure d'assurer pleinement une fonction de régulation des monnaies à l'échelle mondiale. Les énormes fluctuations du dollar, la brutale réévaluation du yen, l'éclatement du SME en sont autant d'exemples.

Ce décalage entre la densification du marché mondial et la construction d'institutions supranationales donne lieu à deux tendances en partie contradictoires. Le mouvement transversal de mondialisation des capitaux s'accompagne tout d'abord d'une restructuration verticale de l'économie-monde autour des trois pôles de la Triade. On voit ainsi réapparaître des zones d'influence, qui sont aussi, surtout en Asie, des zones de division internationale du travail tendant à une assez grande cohérence, par stratifications successives autour de l'économie dominante. Cette tendance, plutôt que de diluer le rôle de l'Etat, ne fait que le renforcer, autour de la gestion de rapports que l'on pourrait qualifier de néo-impérialistes.

La seconde tendance est le rôle croissant joué par des institutions comme le FMI, la Banque mondiale ou la nouvelle Organisation Mondiale du Commerce. D'autres structures sont moins formalisées, comme les sommets du G7 ou les réunions exceptionnelles visant à faire face à une situation de crise. La manière dont a été géré le krach d'octobre 1987, puis, dans un autre registre, la guerre du Golfe, montre que si l'on ne peut parler d'ultra-impérialisme, il existe un minimum de coordination, même si celle-ci ne remplit évidemment pas l'intégralité des fonctions traditionnelles de l'Etat.

FRACTIONNEMENT DE L'ECONOMIE MONDIALE

Si la théorie de l'impérialisme ne peut se limiter à l'analyse des rapports de dépendance à l'échelle internationale, il est évident que l'on ne peut pas parler de phase nouvelle de l'impérialisme sans examiner les implications du mode de structuration de l'économie mondiale sur les pays du Sud, auxquels on peut dorénavant rajouter ceux de l'Est. Le trait fondamental de l'impérialisme contemporain est de réaliser une homogénéisation contradictoire de l'économie mondiale. Au moment même où le capitalisme tend à englober le monde entier et à généraliser le modèle néo-libéral, il adopte en effet un mode de fonctionnement excluant qui l'empêche de s'étendre en profondeur.

Une homogénéisation contradictoire

Il faut bien souligner, au préalable, qu'il y a un modèle, et même un modèle imposé. Initialement, les programmes dits d'ajustement structurel ont été élaborés à chaud, puisqu'il s'agissait essentiellement d'indiquer aux pays endettés les moyens d'obtenir les devises nécessaires aux paiements d'intérêts. Le FMI et la Banque mondiale ont très systématiquement conditionné leur aide et la renégociation de la dette à la mise en place de plans définis par une armada d'experts internationaux. Il ne s'agissait donc pas de simples conseils, mais d'injonctions très fermes, et le passage sous tutelle de nombreux pays endettés constitue une des figures relativement nouvelles d'un néo-impérialisme qui, à bien des égards, est tout simplement en train de recoloniser le Tiers monde.

Peu à peu, le discours sur l'ajustement structurel a cherché à se présenter comme un modèle de croissance adapté aux conditions nouvelles de l'économie mondiale. Les néo-libéraux se sont prévalus des succès remportés par la Corée du Sud, se souciant peu d'énoncer un parfait contresens, puisque la politique industrielle coréenne s'est construite autour d'un

Etat interventionniste et protectionniste. En réalité, l'orientation économique libérale peut enregistrer des réussites qui paraissent d'autant plus remarquables qu'on les mesure à l'aune de la "décennie perdue". Mais il faut en même temps comprendre que ces réussites ne sont pas extensibles et sont forcément des réussites partielles, localisées, fragiles et relativement exceptionnelles : le modèle néo-libéral ne saurait constituer un modèle de développement.

L'ajustement, un anti-développement

L'argument principal renvoie ici au fait que les débouchés potentiels ne sont pas suffisants pour tirer l'ensemble des économies du Sud et de l'Est. Dans ces conditions, la priorité universelle aux exportations a pour effet une mise en concurrence généralisée des pays du Tiers monde entre eux. Contrairement à l'image démagogique de délocalisations massives vers le Sud, le rapport de forces qui en résulte est parfaitement dissymétrique et permet, grâce à la volatilité des capitaux, de maintenir une pression constante à la baisse des salaires. Ces derniers ne peuvent pas augmenter, faute de perdre l'avantage comparatif par rapport à son voisin. L'objectif de compétitivité est donc durablement en contradiction avec une croissance significative, en extension, du marché intérieur. Ainsi se reproduisent des rapports de domination qui se renforcent du monopole technologique des grands groupes multinationaux.

L'ouverture commerciale tend à déstabiliser la croissance des pays du Sud d'une autre manière : pour pouvoir exporter, il leur faut faire preuve de bonne volonté libre-échangiste et commencer par ouvrir leurs propres frontières, conformément aux dogmes dorénavant codifiés par l'Organisation Mondiale du Commerce. Dans un très grand nombre de pays, cette ouverture conduit à une croissance des importations supérieure à celle des exportations, avec une tendance permanente au déficit commercial et à la perte de substance de la monnaie. Ce mécanisme révèle le maintien, sous des formes renouvelées, de rapports de dépendance. L'ouverture incontrôlée fait jouer à plein les phénomènes d'éviction qui apparaissent inévitablement lorsque l'on met en contact direct des zones économiques à niveaux de développement qualitativement différents. L'exemple des petits paysans producteurs de maïs au Mexique permet d'illustrer ce processus. Leur coût de production est de deux à trois fois supérieur à celui de leurs "concurrents" des Etats-Unis. Jusque là, le secteur de l'agriculture paysanne mexicaine était protégé de cette concurrence grâce à des droits à l'importation, à des prix de garantie et à des réseaux spécifiques de commercialisation. Il vivait difficilement, faute d'une politique d'investissement notamment en matière d'irrigation. Mais avec l'Aléna, ce secteur reçoit un choc qui conduit à la ruine de nombreux petits producteurs et même à leur disparition en tant que producteurs. Cela signifie une dépendance alimentaire et un exode rural aggravés. La mise en concurrence directe ne peut conduire à une mise à niveau, à une convergence encore moins à un rattrapage. Elle implique l'éviction, autrement dit la mise hors jeu de secteurs non compétitifs et cela ne concerne pas seulement l'agriculture mais des pans entiers des industries traditionnelles développées avec les modèles dits de substitution d'importations.

A ce tableau pessimiste, on peut en théorie opposer deux objections. La première porte sur la productivité : les nouveaux pays industriels auraient un autre moyen d'action que la pression à la baisse sur les salaires, à savoir les gains de productivité. Ceux-ci permettraient en effet de dénouer la contradiction en maintenant la compétitivité extérieure tout en autorisant une certaine croissance du marché intérieur. Cette voie n'est cependant accessible qu'à un nombre restreint de pays et se heurte à la stratégie des groupes qui vise à assurer et à reproduire une domination technologique sans partage : une politique industrielle de "remontée des filières" n'est plus à la portée des pays dits émergents. Même les succès enregistrés en ce domaine par la Corée du Sud ne sont pas définitivement acquis dans la mesure où la progression des salaires coréens, obtenus au prix de luttes ouvrières très dures, commence à provoquer des phénomènes de mise en concurrence avec d'autres pays voisins.

La concurrence à laquelle se trouve aujourd'hui exposé un pays comme la Corée est une bonne illustration du développement inégal et combiné qui caractérise l'économie mondiale

aujourd'hui. La stratégie des grandes firmes multinationales réussit dans une large mesure à combiner des niveaux de productivité élevés avec des mains d'oeuvre à bas salaires et le maintien du contrôle technologique. L'économie mondiale apparaît comme un gisement quasi-infini de force de travail à bas prix : les capitaux volettent ici et là, et viennent se poser à un endroit qui leur semble attractif ; ils décident de s'installer ou au contraire d'aller chercher fortune un peu plus loin. Mais leur vocation n'est pas de couvrir l'ensemble du champ, ni d'y transplanter l'intégralité des technologies pour des raisons d'échelle de production mais aussi de volonté de contrôle. Du coup, les perspectives de délocalisations ne sont pas extensibles à l'infini, et le cas mexicain fournit sur ce point aussi une leçon de choses particulièrement claire : si le modèle néo-libéral a capoté comme il l'a fait, c'est avant tout parce que les capitaux ne sont pas entrés au Mexique assez vite pour combler un déficit commercial toujours plus grand. Pourtant les conditions étaient réunies pour rendre l'espace mexicain attractif : bas salaires, déréglementation, rentabilité élevée, garanties offertes par l'Aléna et par la quasi-indexation du peso sur le dollar. Tout cela n'a pas suffi pour décider les investisseurs qui ont préféré se placer en Bourse mais ont relativement boudé - en tout cas par rapport aux besoins de financement - l'investissement productif.

Le double fractionnement

Un autre argument porte sur la possibilité de voir émerger une consommation issue des revenus des classes moyennes qui permettrait de combiner une certaine croissance du marché intérieur avec les exigences de la compétitivité. Ce point permet d'introduire une idée tout à fait décisive quant aux configurations de classe internes aux pays dominés. L'impérialisme ne s'est jamais réduit à un rapport entre nations, et parler de nations prolétaires serait particulièrement hors de propos aujourd'hui. Le fractionnement de l'économie mondiale n'est pas en effet seulement géographique, il est essentiellement social, puisque le partage des eaux est tracé par l'austérité salariale. Le modèle de reproduction esquissé plus haut pour les pays du Centre est généralisable à l'ensemble de l'économie-monde : une masse salariale tendanciellement bloquée, un taux d'accumulation fortement fluctuant et différencié mais qui ne montre aucune tendance à la hausse à moyen terme et donc, pour boucler le tout, une part croissante de revenus recyclés vers une troisième demande où l'on retrouve un peu pêle-mêle les classes dominantes et les rentiers du Nord et du Sud qui entretiennent des relations ambivalentes, de rivalité pour l'appropriation du surplus, et de connivence quant à son niveau global. On retrouve donc dans les pays du Sud, de manière encore plus marquée qu'au Nord, une polarisation sociale monstrueusement accrue, qui, encore une fois, constitue la contrepartie d'un modèle global dont la règle du jeu consiste à ne pas faire profiter les salariés des gains de productivité. Que cette redistribution permette un dynamisme économique général dans certains pays et pour des périodes plus ou moins longues, c'est une possibilité qui existe et qui existera. On ne doit donc pas exclure l'émergence de zones à forte croissance, mais, par sa nature sociale, cette croissance ne fonde pas un développement, dans la mesure où elle repose sur une redistribution excluante et qu'elle implique un mode de répartition régressif des revenus. On peut imaginer des contre-exemples localisés, mais la seule zone importante qui semble réellement échapper à cette logique est la Chine qui représente un modèle hybride, d'une efficacité économique assez étonnante, mais dont la pérennité n'est pas assurée : la vitesse de croissance permet de rendre supportable la polarisation sociale, mais que se passera-t-il à partir du moment où l'on retrouvera des rythmes moins échevelés ?

Cette question de l'acceptabilité sociale se pose pour le monde entier, d'autant plus que la frénésie du tout à l'export implique un usage intensif de toutes les ressources : épuisement des sols par éviction de l'économie paysanne, bradage des forêts et des ressources minières, concentration de l'activité dans des mégapoles polluées et insupportables à vivre, etc. Pour la première fois dans son histoire, le capitalisme ne peut mettre en avant qu'une légitimité restreinte en ce sens que la condition de son efficacité est que la majorité de l'humanité n'en profite pas. Cette exigence ne s'était jamais sans doute exprimée avec une telle force et avec une telle amplitude, puisqu'elle impose sa marque y compris dans les pays globalement les plus prospères.

On se gardera cependant de conclure que l'impérialisme contemporain représente le stade véritablement ultime du capitalisme. Mais force est de constater le rétrécissement de ses ambitions : le plein emploi et le développement intégral semblent aujourd'hui largement hors de sa portée.